

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20'
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

HEBDOMADAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

2^e ANNEE N° 56
JEUDI 16 AVRIL 1970

LA RÉPRESSION COLLECTIVE ACCENTUE LE PROCESSUS DE FASCISATION

ACTION DE MASSE

CONTRE

LA LOI SCCELERATE !

(ÉDITORIAL page 3)

Le bolchévisme existe comme courant de la pensée politique et comme parti politique depuis 1903. Seule l'histoire du bolchévisme, *tout au long* de son existence, peut expliquer de façon satisfaisante pourquoi il a pu élaborer et maintenir, dans les conditions les plus difficiles, la discipline de fer indispensable à la victoire du prolétariat.

Et tout d'abord la question se pose: qu'est-ce qui cimenter la discipline du parti révolutionnaire du prolétariat? qu'est-ce qui la contrôle? qu'est-ce qui l'étaye? C'est, d'abord, la conscience de l'avant-garde prolétarienne et son dévouement à la révolution, sa fermeté, son esprit de sacrifice, son héroïsme. C'est, ensuite, son aptitude à se lier, à se rapprocher et, si vous voulez, à se fondre jusqu'à un certain point avec la masse la plus large des travailleurs, au premier chef avec la masse prolétarienne, *mais aussi* la masse des travailleurs *non prolétarienne*. Troisièmement, c'est la justesse de la direction politique réalisée par cette avant-garde, la justesse de sa stratégie et de sa tactique politiques, à condition que les plus grandes masses se convainquent de cette justesse *par leur propre expérience*. A défaut de ces conditions, dans un parti révolutionnaire réellement capable d'être le parti de la classe d'avant-garde appelée à renverser la bourgeoisie et à transformer la société, la discipline est irréalisable. Ces conditions faisant défaut, toute tentative de créer cette discipline se réduit inéluctablement à des phrases creuses, à des mots, à des simagrées. Mais, d'autre part, ces conditions ne peuvent pas surgir d'emblée. Elles ne s'élaborent qu'au prix d'un long travail, d'une dure expérience; leur élaboration est facilitée par une théorie révolutionnaire juste qui n'est pas un dogme, et qui ne se forme définitivement qu'en liaison étroite avec la pratique d'un mouvement réellement massif et réellement révolutionnaire.

LENINE
(La maladie infantile du
communisme : le gauchisme).



POUR LA CLARTÉ ET LA VÉRITÉ AUXQUELLES
ONT DROIT TOUS NOS LECTEURS

OUVRONS LE DOSSIER !

« H. R. », journal marxiste-léniniste, ne saurait avoir qu'une ligne. En fait son Comité de rédaction a vu s'affronter en son sein deux lignes. Certains de ses membres ont récusé l'enseignement de Marx suivant lequel « si la classe ouvrière lâchait pied dans le combat quotidien avec le capital, elle se priverait certainement elle-même d'entreprendre tel ou tel mouvement de plus grande envergure » ; ont défiguré notre mot d'ordre « en avant pour une démocratie populaire fondée sur la dictature du prolétariat » en affectant de le confondre avec la « démocratie avancée » des révisionnistes, en oubliant que pour nous la démocratie populaire résulte de l'insurrection armée et ne peut être qu'une première forme de dictature du prolétariat ; ont en conséquence mis en cause la nécessité d'un Front Uni ; ont nié la réalité de la fascisation. Ces contradictions n'ont pas été de celles qui se résolvent suivant la pratique unité-critique-unité. Le groupe qui soutenait cette ligne entendait la faire

trionpher par des méthodes étrangères à l'esprit communiste : à l'intérieur du Comité de rédaction, non respect des décisions collectives du Comité, tentatives pour modifier sa majorité en y introduisant de nouveaux membres recrutés sur la base de leur ligne ; à l'extérieur travail de sape au sein des C.D.H.R., incités à ne diffuser le journal que s'il reflétait leur ligne. L'attitude objective de ce groupe a été celle d'un ennemi de classe pensant réussir là où les autres moyens déployés par le pouvoir et le parti révisionniste avaient échoué et étrangler H. R. Cette tactique n'est d'ailleurs pas nouvelle, elle correspond à l'effort concerté des partis révisionnistes pour annihiler dans tous les pays le courant M. L. en le divisant, elle évoque jusque dans les détails l'attaque lancée contre le P.C.M.L.I. L'expérience italienne doit stimuler notre vigilance, nous préparer à toutes les provocations, accroître notre résolution à en triompher.

MISE EN GARDE A PARTIR D'UN PRÉCÉDENT EN ITALIE

Chers camarades,

Dans le cadre de la défense de notre journal « L'Humanité Rouge », et de la lutte contre les attaques de la bourgeoisie, sous toutes leurs formes, voici un exemple qui s'est déroulé en Italie, et qui montre comment l'ennemi de classe peut prendre le visage le plus inattendu et le plus déconcertant.

En décembre 1968 le groupe intitulé « Il Partito », désormais totalement démasqué, visant à la destruction du P.C.M.L.I., de son organe central NUOVA UNITA, et composé de révisionnistes, d'exclus du Parti, de trotskystes, s'appuyant sur des éléments instables, hésitants ou abusés par une phraséologie « marxiste-léniniste » et des critiques démagogiques contre l'avant-garde marxiste-léniniste italienne, ce groupe donc, a monté un gigantesque numéro d'illusionnisme : ces bandits n'avaient rien trouvé de mieux que de publier une fausse NUOVA UNITA !

Le 10 décembre 1968 parut donc cet exemplaire bidon et provocateur, dans lequel, sous le tampon de NUOVA UNITA (obtenu par quels moyens, je l'ignore), s'étaient en très grosses lettres rouges : « LE PARTI A VAINCU ! », « démasquée et déconçue la ligne noire révisionniste », avec des « décisions du Congrès Extraordinaire réuni en session élargie » par ci, des « appel du Comité Révolutionnaire » par là, débitant des déclarations-fleuve émaillées de critiques plus ou moins vagues et vérifiables, avec forces références à la Grande Révolution Culturelle Proletarienne chinoise, affirmant qu'il s'agissait d'un exemple historique quant à la lutte anti-révisionniste au sein du Parti sous la dictature de la bourgeoisie, etc...

L'actuel Parti Communiste Marxiste-Léniniste d'Italie, et son organe central NUOVA UNITA étaient la cible dans toute cette mise en scène fort bien orchestrée ; pour l'occasion, ils avaient été baptisés « groupe anti-parti du néo-révisionnisme », « clique renégate du liou-shaochiste », ou même « groupe de pouvoir sans principes visant à la direction du parti ». Puis c'était l'Unione (l'Union des Jeunesses) qui « démasquait à son tour la ligne noire néo-révisionniste ».

A partir du 6^e numéro bidon environ, était publié un « journal manifeste » qui annonçait que le titre allait devenir « Il Partito », « organe du Comité Central » du pseudo-parti ; tandis que les calomnies continuaient de pleuvoir sur l'avant-garde marxiste-léniniste italienne et son organe central (que la presse bourgeoise italienne désigne encore aujourd'hui sous le terme de « ligne noire »).

Les liquidateurs criminels du groupe « Il Partito » n'hésitèrent pas, dans la même foulée, à revendiquer la propriété du SOCCORSO ROSSO (Secours Rouge) et rien moins qu'une « Souscription extraordinaire », afin de financer leur forfait.

Bien entendu, ces faussaires n'ont jamais été reconnus par les Partis frères, ils sont aujourd'hui en décomposition totale et flirtent avec les révisionnistes de « IL MANIFESTO », pour moi, momentanément abusé par ces phraseurs « de gauche », j'ai eu, en prenant conscience de leur mystification ce que Lénine appelle une « ré-

vélution politique » révélation que l'ennemi de classe est vraiment capable de TOUT pour nous détruire.

J'espère bien que de semblable manœuvres n'attenteront pas à « L'Humanité Rouge » et à l'avant-garde marxiste-léniniste de France, mais dans le doute, il vaut mieux prévenir que guérir. Salutations fraternelles (un étudiant).

P.S. : Détail notable, non content de répandre toutes sortes de calomnies sur le Parti marxiste-léniniste italien et son organe central, d'éditer un torchon usurpateur, le groupe de « IL PARTITO » eut même le culot de publier une liste des « exclus » de leur pseudo Parti ; ces « exclus » n'étaient autres que les dirigeants du P.C.M.L.I. !

LES C.D.H.R. PARISIENS DANS LA BATAILLE CONTRE LES LIQUIDATEURS

Les camarades du C.D.H.R. 19^e-Secrétan, après en avoir discuté, ont décidé de continuer à diffuser notre journal, L'Humanité Rouge. Un camarade, qui mène campagne pour que nous cessions la diffusion de notre organe, a pu s'exprimer en toute liberté. Nous avons seulement demandé que le débat soit maintenu exclusivement sur le plan politique et non sur la base de calomnies, ragots, etc... Il a été entièrement battu et tous les camarades ont décidé de poursuivre la diffusion de notre journal.

La tactique des ennemis de notre presse est devenue plus claire à l'occasion de notre discussion :

1) Semer le trouble en faisant circuler des propos incontrôlables ou tout simplement faux.

1) Eviter la discussion sur la ligne d'H.R. Est-elle fautive ou juste ?

3) Utiliser certains défauts persistants d'H.R. et par suite un certain état de critique, qui peut être justifié, pour résoudre la question actuelle d'H.R., la seule question actuelle qui se pose aux CDHR. Doit-on ou non liquider HR et les CDHR ?

Nous défendons H.R. et la juste ligne qu'il défend. Actuellement, début avril 1970, un seul problème se pose : faire front contre les liquidateurs, défendre coûte que coûte l'existence d'H.R.

D'autres problèmes se poseront très vite : empêcher que le nom d'H.R. soit utilisé par ceux qui le combattent ; améliorer radicalement notre propre travail en direction de la classe ouvrière, participer plus activement à la rédaction d'H.R., etc...

De tout cela nous discuterons, mais nous ne tomberons pas dans l'erreur de mélanger les problèmes. Si H.R. disparaît, rien ne sera possible ; si H.R. vit, nous pourrons avancer.

Unissons-nous pour défendre notre journal ! Défendons la juste ligne d'H.R. !

Si nous savons éviter le sectarisme vis-à-vis des camarades trompés tout en dénonçant impitoyablement les liquidateurs conscients, nous pourrions transformer une mauvaise chose en une bonne. fraternellement

C.D.H.R. 19^e-Secrétan.

SECOURS ROUGE

Total précédent		2.219,15 F
G.	Grenoble	20,00 F
Une camarade	Sète	30,00 F
Un ouvrier du bâtiment	Montpellier	5,00 F
Camarades ouvriers et étudiants	Montpellier	60,00 F
B.Y.	Paris-19 ^e	10,00 F
C.D.H.R.	Guingamp	10,00 F
2 ouvriers lecteurs de H.R.	Toulouse	12,00 F
au congrès U.N.E.F.	Orléans	400,00 F
Anciens Résistants	Paris-11 ^e	20,00 F
Collecte au Phenix	Paris	140,00 F
Des amis de H.R.	Mulhouse	30,00 F
C.D.H.R. Bergson	Paris	26,00 F
C.D.H.R. Paul Valéry	Paris	5,00 F
C.D.H.R.	Villeneuve-le-Roi	50,00 F
C.P.	Choisy-le-Roi	100,00 F
C.D.H.R.	Noisy-le-Sec	307,50 F
Militant H.R.	Charenton	5,00 F
C.D.H.R.	Paris-19 ^e	28,00 F
C.D.H.R. Censier	Paris	80,60 F
C.D.H.R.	Melun	5,00 F
D.	Mantes	30,00 F
C.D.H.R. Censier	Paris	21,80 F
Anonyme	Tours	10,00 F
Total général		3.625,05 F

Il a été versé cette semaine aux familles des deux camarades restant en prison (Lyon) : 500 F, et 1 000 F pour leur défense.

Reste au Secours Rouge : 2 125,05 F.

En avant vers les 15 millions

Total précédent		115.444,10 F
C.D.H.R.	Gilbert Autin	Paris-17 ^e 10,00 F
P.C.	Clermont-Ferrand	10,00 F
2 travailleurs algériens	Paris-20 ^e	5,00 F
A.R.	Nord	500,00 F
Anonyme	Paris	780,00 F
M.R.	Selles-St-Denis	150,00 F
G.C.	Dombasle	40,00 F
G.C..P.	Tours	378,00 F
J.D.	Dieppe	50,00 F
Ouvriers et étudiants	Montpellier	150,00 F
O.B.	Montpellier	1.250,00 F
C.D.H.R.	Guingamp	13,00 F
3 lecteurs H.R.	Toulouse	20,00 F
Un instituteur	Bretagne	450,00 F
Un instituteur	Anancy	10,00 F
C.L.	Paris	150,00 F
Pour un seize pages permanent	Normandie	500,00 F
Anonyme	Isère	375,00 F
P.J.R.	Isère	20,00 F
H.F.	Lyon	65,00 F
Pour le n° spécial 1 ^{er} mai	Landes	450,00 F
C.V.	Labsie	200,00 F
C.D.H.R.	grand arenas	Marseille 52,00 F
Des amis de H.R. (Février - Mars)	Mulhouse	100,00 F
Un travailleur	Paris	100,00 F
Un travailleur Citroën	Paris	20,00 F
C.D.H.R. (mars)	Noisy-le-Sec	573,00 F
D. étudiant lettres	Strasbourg	15,00 F
M.P.	Berre l'étang	100,00 F
C.D.H.R.	Paris-19 ^e	100,00 F
C.D.H.R.	Paris-11 ^e	70,00 F
C.D.H.R. Enver Hoxha	Aix-en-Prov.	50,00 F
C.D.H.R. Kallisté	Marseille	200,00 F
C.D.H.R.	Paris-2 ^e	110,00 F
C.D.H.R. Censier	Paris	11,70 F
Total général		122.521,80 F

NUMÉRO SPÉCIAL 1^{er} MAI PERSPECTIVE DE SUCCÈS

Si l'on en juge par les commandes supplémentaires déjà parvenues à notre Administration, la diffusion du numéro spécial - 1^{er} mai constituera un très grand succès.

Camarades diffuseurs, isolés ou C.D.H.R., n'attendez pas le dernier moment pour fixer vos capacités de diffusion. Si vous ne nous avez pas encore passé vos commandes, écrivez-nous de suite !

ÉDITORIAL

« ... Notre Parti souligne qu'à l'heure actuelle, dans de nombreux pays capitalistes, les capitalistes monopoleurs d'Etat se sont engagés dans la voie de la militarisation et de la fascisation (souligné par nous - H.R.), à des degrés divers, et ont recouru à la violence la plus cynique pour réprimer la classe ouvrière et le peuple travailleur. C'est pourquoi il importe d'affirmer que le recours à la violence révolutionnaire pour briser l'appareil d'Etat de la bourgeoisie et instituer l'Etat de la dictature du prolétariat constitue une loi universelle pour la lutte révolutionnaire de la classe ouvrière des pays capitalistes dans la conjoncture actuelle... »

Cette déclaration figure dans une brochure des éditions en langues étrangères de Hanoi qui vient de nous parvenir. Rédigée par le camarade TRUONG-CHINH, membre du Secrétariat du Parti des Travailleurs du Viet-Nam, elle rappelle opportunément un passage (la seconde phrase) d'une « Résolution du 9^e plenum du Comité central » de ce Parti frère, datant de 1963. Sans les désigner explicitement, « Sur la voie tracée par K. Marx » (ainsi s'intitule ce document) condamne sans ambiguïté les positions idéologiques et politiques des dirigeants révisionnistes du Parti « communiste » français, et notamment leur théorie pourrie du prétendu « passage pacifique ». Au surplus, il est de nature à faire réfléchir les militants qu'induisent en erreur les idéologues qui s'auto-proclament « maoïstes », sans pour autant être reconnus comme tels par les partis authentiquement marxistes-léninistes, le Parti communiste chinois et le Parti du Travail d'Albanie : « Ligne rouge » et d'autres puristes du même tonneau, d'où émane l'odeur petite bourgeoise du trotskysme, qui, pour fonder théoriquement leur refus d'un « Front uni anti-monopoliste », dissimulent l'aspect principal du capitalisme en France, à savoir son caractère monopoliste d'Etat ; « La gauche prolétarienne », qui, pour justifier sa ligne aventuriste de type anarcho-spontanéiste, conteste la notion de « fascisation ».

En fait c'est aussi le gouvernement Chaban-Delmas qui fournit concrètement d'éloquentes réponses à toutes ces lignes erronées plus destinées à diviser qu'à unir le peuple dans un combat révolutionnaire juste et efficace.

Acculé par la crise générale mondiale qui s'aggrave, le capitalisme monopoliste d'Etat se trouve contraint à faire face à des difficultés croissantes. Après les luttes décisives des étudiants de Nanterre pour rejeter le piège de la participation, après la débandade du Premier ministre face à la ferme volonté des chauffeurs-routiers, après les manifestations très suivies des petits commerçants et artisans, et compte-tenu aussi, avant tout, de la montée du mécontentement et de la combativité des travailleurs dans les usines et sur les chantiers, voici le pouvoir qui recourt à l'institution d'une loi de caractère typiquement fasciste. Il entend légaliser la répression « collective » !

Quels ont été les pouvoirs, dans le monde et dans l'histoire passée, qui ont recouru à de tels procédés ?

Sans parler bien entendu des pratiques d'Hitler, Mussolini ou Franco et autres dictateurs fascistes, nous rappellerons simplement qu'en son temps Tchang Kai-chek, dans sa misérable volonté de s'opposer au glorieux Parti communiste chinois, avait institué « légalement » la répression collective. Plus près de nous, les généraux fascistes indonésiens, bourreaux de leur peuple, ont ordonné des massacres de familles entières, voire même de populations entières de certains villages, sous prétexte qu'un de leurs membres, un de leurs habitants était communiste.

Nous l'avons déjà exposé : la fascisation, qui n'est qu'un processus et non une forme d'Etat, qui n'est donc pas encore le fascisme, consiste en particulier à en préparer l'avènement par des moyens divers, d'où la subtilité d'un recours à une législation nouvelle scélérate n'est pas exclu. Ce qui est le cas aujourd'hui. Et ce qui est facile, quand on dispose d'une majorité truquée, grâce à un scrutin truqué, fondé sur une vieille supercherie à l'égard du peuple : l'électoratisme, arme de la domination de la classe bourgeoise.

L'opération est d'autant plus hypocrite qu'elle intervient au moment où par ailleurs le garde des Sceaux Pleven se livre à une prestidigitation savante en prétendant « assouplir la procédure de garde à vue ». Tartufferie sans vergogne, que les réalités de la justice bourgeoise suffisent à démasquer. Qu'on en juge (sans jeu de mot, nous ne plaisantons pas) : Deux camarades d'Orsay ont vu, en appel, une peine de deux mois de prison ferme transformée en quinze mois avec sursis, sous l'inculpation d'avoir été trouvés en pleine rue porteurs de valises contenant des pierres... (qu'ils n'ont évidemment jamais lancées et qui ont été qualifiées d'« armes » pour la circonstance)... alors que le bâtonnier de l'Ordre des avocats de Perpignan, aventurier connu comme chef local des C.D.R., s'est vu infliger une peine équivalente, 18 mois de prison avec sursis, pour une escroquerie par chèque sans provision d'un montant de 3 millions !

Selon que vous serez C.D.R. ou marxiste-léniniste, les jugements de la cour bourgeoise vous feront blancs ou noirs !

Mais ce projet de la loi scélérate mérite encore d'être démasqué sous un autre aspect : bien que les dirigeants révisionnistes simulent leur désaccord à son sujet, il répond purement et simplement à leurs exigences réitérées depuis des semaines. Ce sont eux en effet qui ont lancé la campagne contre les « menées fascistes de l'extrême-gauche », en essayant d'accréditer dans l'opinion publique cette ignominie que les militants « maoïstes » seraient assimilables à des fascistes « de gauche ». Aussi le 10 avril, au cirque de l'Assemblée Nationale, Chaban-Delmas a-t-il hâtivement saisi la perche tendue par eux en déclarant avec solennité :

« La violence, qu'elle se réclame de droite, de la gauche ou de nulle part, est la violence... Le gouvernement a le devoir de la conjurer, il déposera à cet effet un projet destiné à per-

mettre à la justice de condamner ces délits sur les nouveaux usages de la violence... »

C'est là l'analyse de Marchais reprise par le gouvernement dans le but d'écraser non pas la « violence » de droite, c'est-à-dire la violence de la dictature de la bourgeoisie, fasciste ou camouflée sous le masque de la démocratie bourgeoise, mais essentiellement et exclusivement les militants révolutionnaires, aux premiers rangs desquels les marxistes-léninistes. La lutte contre la répression, que les guévaristes Geismar et July réduisent à « l'expression politique spontanée de la social-petite bourgeoisie » (malheureux Le Dantec !!), doit avoir un caractère offensif, prolétarien. Son efficacité doit s'appuyer sur l'unité réalisable avec tous ceux qui entendent combattre avec sérieux et conséquence le processus de fascisation en cours. L'action de masse seule est de nature à vaincre les tentatives criminelles de la bourgeoisie au pouvoir. Et pas au Parlement bien sûr puisque les jeux y sont fabriqués d'avance. Mais partout ailleurs où le peuple peut intervenir. Une course de vitesse est engagée désormais dans notre pays entre ce que Lénine appelait « le caractère inévitable de la dictature des ultra-réactionnaires » et que nous appelons le fascisme, et la dictature du prolétariat par la révolution prolétarienne, réalisée par les plus larges masses sous la direction du Parti de la classe ouvrière.

La lutte contre la répression, la lutte de masse contre le processus de fascisation constituent des secteurs particulièrement décisifs du grand combat qui oppose et opposera de plus en plus à la bourgeoisie monopoliste la classe ouvrière et les plus larges couches laborieuses de notre pays. Sachons donc comprendre et assimiler les justes conseils du camarade TRUONG-CHINH qui vont dans le sens du léninisme de notre époque, la pensée maotséoung ! Organisons l'offensive de masse contre la loi scélérate, contre la répression « collective », contre le processus de fascisation !

TOUS EN MASSE AU MEETING UNITAIRE CONTRE LA REPRESSION

Vendredi 17 avril à 20 h 30

Salle Lancry

(métro : République)

avec la participation probable de Patrick BERNIER, Alain FILOU, André MARIE, inculpés de « reconstitution du Parti communiste marxiste-léniniste de France » devant la Cour de Sûreté de l'Etat.

Le Comité de Rédaction a constaté qu'à la suite d'une erreur technique, la liste des organisations qui prennent part au meeting, ne figurait pas à la suite de l'appel. Il s'en excuse et publie donc la liste de ces organisations :

P.S.U. des 2-3-10-11-19-20^e ; Comité d'Action Eugène Varlin 10^e ; Comité d'Action Place des Fêtes 19^e ; Comité d'Action des 3^e et 4^e ; Comité d'Action du 20^e ; Comité Révolutionnaire 19^e ; Ligue communiste du secteur Nord et Est ; Comités de diffusion de « L'Humanité-Rouge » 19-20^e - Sud, lycée Bergson ; Diffuseur du Combat Syndicaliste de Paris, secteur Nord ; Fédération Anarchiste Belleville ; Comité de base P.T.T. 10^e ; Comité d'Usagers des Transports du 11^e ; Lutte Ouvrière.

NOUVEAU SUCCÈS DE LA LUTTE DE MASSE

Nos camarades Patrick BERNIER, Alain FILOU et André MARIE ont enfin obtenu leur mise en liberté provisoire. C'est là certes un premier résultat de l'action de masses menée en leur faveur, mais bien entendu nous le considérons encore comme insuffisant. Jean THIRIOT et Bernard REY sont toujours emprisonnés à la Santé, les inculpations restent maintenues contre les cinq camarades.

Le procès devant la Cour de Sûreté de l'Etat pourrait intervenir le 23 ou le 24 avril. Ce jour devra être l'occasion de manifestations dans toute la France en faveur de l'acquiescement pur et simple de nos cinq camarades ! A Paris des centaines et des milliers de militants devront soutenir activement les inculpés lors de leur comparution.

Abonnez-
VOUS...

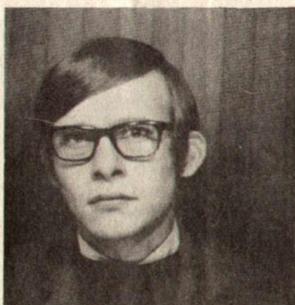
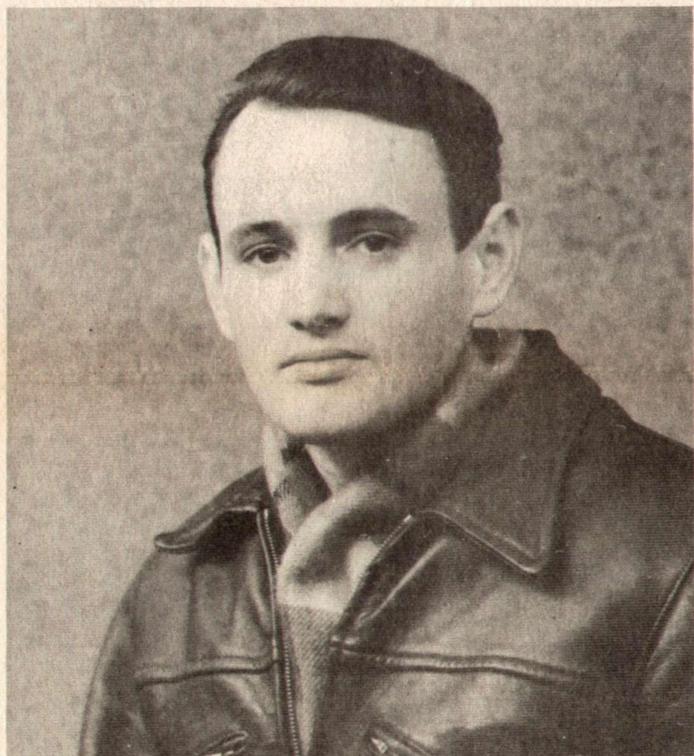
Nom	abonnement ordinaire :
Prénom	20 F pour 6 mois
Adresse	40 F par an
.....	abonnement de soutien :
.....	40 pour 6 mois
.....	80 par an
C.C.P. « L'HUMANITE ROUGE »	abonnement pour
30226.72 Centre La Source	l'étranger (par avion) :
	120 F par an

LIBÉREZ

Les COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES EMPRISONNÉS A LA SANTÉ !

Jean THIRIOT

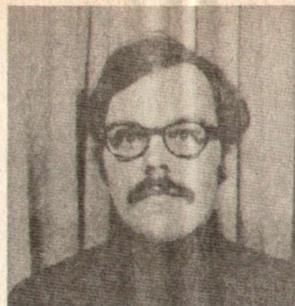
Ouvrier d'usine à Lyon, ancien dirigeant fédéral du P.C.F. dans les Vosges, ancien secrétaire de la section P.C.F. de Remiremont, ancien secrétaire de l'Union locale C.G.T. de Remiremont, militant resté fidèle au marxisme-léninisme en défendant la Pensée de Mao Tsé-toung, Léninisme de notre époque.



André MARIE
employé au Mans



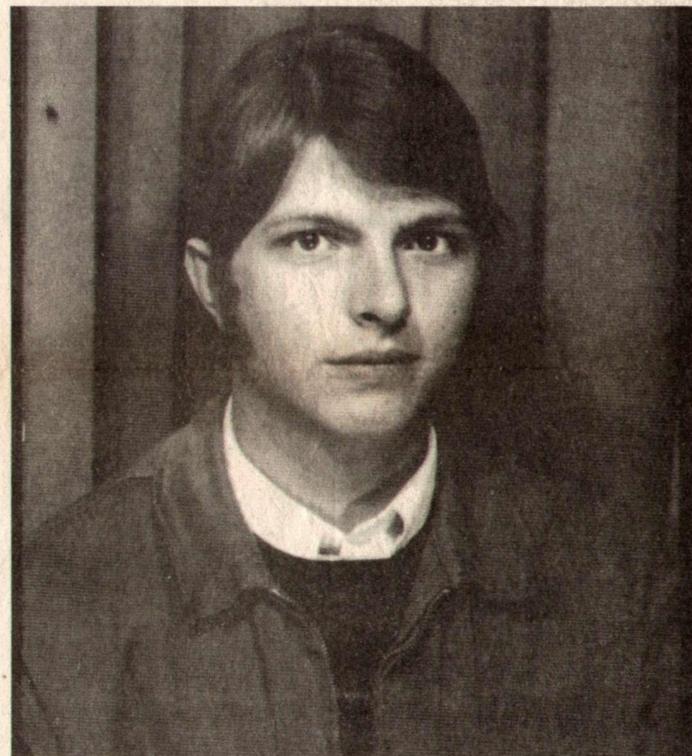
Alain FILOU
apprenti fraiseur
au Centre de F.P.A. de Nantes



Patrick BERNIER
professeur d'enseignement
technique au Mans

Bernard REY

Jeune militant marxiste-léniniste âgé de 20 ans, étudiant à Lyon. Il a commencé à militer dans un comité Viet-Nam il y a déjà plusieurs années et a milité pour le Front Uni. Il a toujours fait preuve dans son travail militant d'une ardeur, d'un enthousiasme et d'une volonté de vaincre qui sont un exemple pour tous les militants progressistes.



Annulez les poursuites contre les cinq militants inculpés de "reconstitution du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de France"

Tandis que les faux communistes du P. "C." F. pérorent à la télé ou à la radio, les vrais communistes fidèles aux principes de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung sont jetés en prison !

TRAVAILLEURS ! Jugez vous mêmes qui sont les véritables révolutionnaires, ceux qui banquettent à l'Elysée avec Pompidou (comme le Président du groupe P. "C." F. à l'Assemblée Nationale) ou ceux que l'Etat des monopoles capitalistes embastille !

FRONT UNI CONTRE LA RÉPRESSION DE LA BOURGEOISIE !

Union et Action contre la fascisation, contre la loi scélérate !

Vive la Démocratie Populaire fondée sur la dictature du prolétariat !

A BAS LE CAPITALISME ! VIVE LE SOCIALISME !

I'HUMANITÉ



rouge

Boite Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. H.R. : N° 3022672 - LA SOURCE

Imprimerie N.P.P. - Paris (20^e)

TRIBUNE DE DISCUSSION

2^{ème} Réponse au C.D.H.R. Nanterre

Dans la première réponse au C.D.H.R. de Nanterre, nous avons réfuté ses allégations sur deux points. D'une part « confusion révisionniste sur permanent ou révolutionnaire professionnel » et d'autre part par ricochet sur « de la confusion néo-révisionniste à la théorie spontanéiste niant le rôle du parti ».

Sur le premier point, nous avons dit que sur le plan stratégique nous ne faisons aucune différence entre un permanent syndicaliste de lutte de classe et un révolutionnaire professionnel.

Sur le second point, nous avons montré le rapport qu'il existe entre l'avant-garde et les masses. Nous n'avons pas manqué de souligner, comme dans l'H.R. n° 47, le rôle que doivent jouer présentement les marxistes-léninistes au sein de la base des travailleurs en voie de rééducation sur des positions anti-révisionnistes et anti-réformistes. Nous avons expliqué pourquoi ces travailleurs rééduqués sur des principes révolutionnaires avaient leur mot à dire, et que c'est parce que ces travailleurs diraient leur mot que l'avant-garde serait ensuite en mesure d'avancer de plus en plus de mots d'ordre tactiques justes, en direction de son but stratégique : la prise du pouvoir par le prolétariat, et l'instauration du socialisme. Pas plus dans le n° 47 que dans notre première réponse nous n'avons dit que les masses n'ont que des idées justes, ce que nous attribuons gratuitement le C.D.H.R. de Nanterre. Nous n'avons jamais exprimé « ce spontanéisme niant le rôle du Parti » que nous ne concevons pas justement d'une manière bureaucratique, coupée des masses, de leur action et du niveau de leur conscience. Or, le C.D.H.R. a attribué au camarade rédacteur un entre-guilmets malhonnête :

« Qu'importe nos intentions, notre volonté... car il y a des nécessités historiques... gardons-nous bien de révéler aux masses nos pensées... ».

Bien que mis entre guillemets par le C.D.H.R. de Nanterre et attribué au camarade rédacteur, ce texte n'a jamais été écrit par lui, et ne figure aucunement dans le n° 47. Il est facile d'attribuer aux gens des opinions qui ne sont pas les leurs et de les réfuter ensuite pour leur nuire. En littérature, ce procédé est un peu cavalier, mais en politique, cela pourrait porter un autre nom. Que penserait le lecteur n'ayant pas eu entre les mains le n° 47 et lisant seulement la critique de Nanterre ?

Mais, après cette mise au point, passons à la question suivante :

2) Où en sommes-nous vis-à-vis de notre front principal : la classe ouvrière ? Où en sont les bilans, les perspectives ? »

Au risque de nous répéter, nous avons dit dans le n° 47 que ce qu'il fallait à la classe ouvrière en priorité, c'est « d'abord une organisation politique d'avant-garde, un parti marxiste-léniniste, que tous les ouvriers conscients et qui ont compris, doivent rejoindre d'urgence ». C'était un appel à nos lecteurs ouvriers n'ayant pas encore rejoint l'avant-garde et en particulier au camarade de la CGT qui nous avait adressé la lettre. Nous sommes persuadés d'ailleurs, qu'il l'a bien compris ainsi. Et si nous avons dit d'abord, c'est bien que nous savons que l'organisation de l'avant-garde doit précéder celle des masses.

Nous n'avons pas craint ensuite d'indiquer, en utilisant l'expression classique si décrite par la bourgeoisie et les faux-révolutionnaires, qu'il fallait des organisations de masse comme « courroie de transmission de l'avant-garde » ce qui détruit bien la notion qui est attribuée au rédacteur : le parti à la remorque des masses. Nous avons dit aussi que le syndicat révolutionnaire était une nécessité

historique au même titre que l'avant-garde, en avait été une. Nous ne voyons pas où nous nous sommes contredits. Le parti d'avant-garde n'a-t-il pas été une nécessité historique depuis la trahison révisionniste et jusqu'à son fondation ? Et jusqu'à ce qu'il termine sa mission historique : le communisme !

Mais là encore, les organisations de masse, les syndicats rouges ne tomberont pas du ciel, pas plus que l'avant-garde n'est tombée du ciel. L'impatience révolutionnaire n'est pas un facteur de génération spontanée. Or, la tactique préconisée par l'avant-garde, dès qu'elle fut en germe en 1965, c'était déjà la création de « comités de base » comme « étape transitoire ». Ces comités de base entrevus subjectivement, à partir d'analyses dès 1965, sont devenus une réalité, surtout depuis juin 1968. Dans l'action de tous les jours, au fur et à mesure que s'élève la prise de conscience des masses, sur la nécessité de poursuivre et d'accentuer la lutte, et sur le rôle de collaboration de classe des organisations révisionnistes et réformistes, l'idée des comités de base et de la nécessité d'un nouveau syndicat révolutionnaire gagne de plus en plus les masses en profondeur. C'est en cela aussi que le rôle des masses est indispensable, et que nous le disions ne signifie pas que nous soyons à la remorque des masses.

Mais puisque le C.D.H.R. de Nanterre a bien voulu faire référence dans sa critique de la brochure supplément H.R. n° 25 « Collaboration ou lutte de classe », rappelons-lui notamment le dernier paragraphe de la page 49, à propos du rôle révolutionnaire des organisations de masses dans la révolution soviétique :

«... En conséquence, les syndicalistes révolutionnaires que nous sommes, dorénavant, tout en poussant à la réalisation de mouvements d'ensemble et de grande envergure, doivent s'opposer à la prise en main du mouvement par la direction CGT, en prendre et en conserver la tête jusqu'au bout, par la création et la multiplication dans l'action des comités de base et leur coordination. Ne jamais oublier (et ceci était écrit à l'intention des impatients révolutionnaires qu'en Russie, lors de la Révolution avortée de 1905 et qui servit de modèle à 1917, il n'y eut qu'un seul soviét, celui de Péetrograd, mais qu'à partir de 1917, soit 12 ans plus tard, il y en eut des milliers. Sans les soviets et le parti bolchevick, la révolution n'aurait pas vaincu (« Tout le pouvoir aux soviets ! »).

Le fait que le premier soviét ait disparu après 1905, a-t-il signifié que c'était une expérience négative ? Que le C.D.H.R. de Nanterre veuille bien étudier cette question. Que certains syndicats rouges, peut-être nés prématurément, même avant 1968 aient disparu, ne signifie pas que l'expérience est à condamner. D'ailleurs d'autres syndicats rouges, nés à partir des comités de base existent actuellement. La conférence nationale des cheminots du 7 février 1970, si condamnée par le C.D.H.R. de Nanterre, constitue la première expérience historique, la première tentative de la réorganisation d'une corporation à l'échelle nationale, en dehors des organisations révisionnistes et réformistes. Cela, le C.D.H.R. ne l'a pas vu, encore moins entrevu.

Oui, il y a des comités de base. Certains ont certes disparu pour des raisons très diverses, mais ils renaîtront. D'autres se développent, d'autres naissent dans de nouvelles actions. Quelles seront leur forme définitive et leur avenir ? Syndicat rouge, ou même soviét ? Personne ne peut encore l'affirmer, à moins que le C.D.H.R. de Nanterre ne lise dans le marc de café ? Mais s'il a une opinion là-dessus, il s'est

bien gardé de la donner. Il se contente de poser des questions en nous déniaient le droit d'y répondre :

« Que sont devenus les syndicats rouges de 1967 ? Quelles tactiques a-t-on adopté par rapport aux récupérations des révisionnistes et des réformistes ? Bref que fait-on pour préciser notre ligne syndicale ? ». Bien sûr on ne fait rien ! La preuve, c'est que le C.D.H.R. de Nanterre voit des « néo-révisionnistes » et des « réformistes » dans ceux qui font quelque chose ! Il n'a pas qualifié autrement la conférence nationale des cheminots !

Autant de questions posées par Nanterre et qu'il laisse sans réponse, et au nom de ces questions il réfute nos réponses, notamment notre perspective du syndicat rouge à partir de l'étape transitoire des comités de base. Or, n'est-ce pas le propre d'une avant-garde de précéder les masses ? (comme aime à le dire le CDHR de Nanterre). N'est-ce pas le propre d'une avant-garde d'avoir avancé, avant qu'ils ne naissent, le mot d'ordre de créer des comités de base, embryons du syndicat révolutionnaire unique de la classe ouvrière ? En réfutant le comité de base et le syndicat rouge par ces questions sans réponse, c'est le C.D.H.R. de Nanterre qui se contredit, et lui ne se met pas à « la remorque des masses » mais à contre-courant des masses les plus avancées.

Si les camarades de Nanterre avaient eu quelque peu d'expérience au sein de la C.G.T. (comme le camarade rédacteur) il n'aurait pas écrit, en parlant de « la masse d'avant-garde des ouvriers » :

«... C'est de leur pratique concrète contre la ligne capitulaire cégétiste qu'ils s'élèveront à la critique générale du P.«C.»F. et du révisionnisme ».

Qu'est-ce que cela veut dire, la ligne cégétiste serait-elle coupée de la ligne du P.«C.»F. ? La ligne de trahison du P.«C.»F. ne pénétrerait-elle pas jusque dans les usines ? Les travailleurs ne voient-ils pas à chaque heure de la vie les effets néfastes de la politique du P.«C.»F. ? Vraiment, les travailleurs sont-ils bornés à ce point qu'ils ne se rendent pas compte du rapport de cause à effet entre le P.«C.»F. et les dirigeants de la C.G.T. ? Bien sûr, il y a déjà toute la propagande bourgeoise qui, pendant des décennies, a identifié la C.G.T. au P.«C.»F.. Celui-ci n'a jamais rien fait pour démentir aussi bien l'appartenance politique des dirigeants de la C.G.T., comme FRACHON, aux dirigeants du plus petit syndicat. Ceci est de notoriété publique chez les travailleurs. Et c'était très bien lorsque le P.«C.»F. était révolutionnaire. Les meilleurs syndicalistes auréolaient ainsi le glorieux parti de la classe ouvrière.

Mais maintenant, avec la même facilité, les travailleurs voient bien qu'il n'y a pas de contradiction apparente entre ces mêmes dirigeants syndicalistes de la C.G.T., comme SEGUY, KRACSUKI, et autres membres du bureau politique du P.«C.»F. qui trahissent tous les jours sur le plan syndical, avec les Waldeck ROCHET, MARCHAIS, dirigeants responsables du P.«C.»F. dégénéré et de collaboration de classe.

Pour les travailleurs, la prise de conscience est donc double et simultanée sur le plan politique et syndical.

Dire que la prise de conscience sur le plan politique doit suivre la prise de conscience sur le plan syndical, signifierait qu'il faut créer le syndicat rouge avant l'avant-garde ! Comment cela serait-il possible ? Alors comment auraient pris conscience les premiers membres de l'avant-garde ? Ce n'est pas lorsqu'ils auront complètement compris le rôle de trahison de la C.G.T. que les travailleurs commen-

teront seulement à comprendre la trahison du parti révisionniste. Il suffirait de faire une enquête auprès des marxistes-léninistes pour savoir que pour beaucoup d'entre eux (et peut-être l'unanimité) la prise de conscience de la trahison politique a précédé la prise de conscience de la trahison syndicale. (C'est le cas notamment du camarade rédacteur). Il est même des syndicalistes C.G.T., non membres du P.«C.»F. qui avaient vu la trahison du P.«C.»F. avant de voir la trahison de la C.G.T.

Pour démontrer que ceci n'est pas une vue de l'esprit, rappelons la position pragmatique de la défunte U.J.C. (ml) qui, à ses débuts, réservait uniquement ses coups contre le P.«C.»F. en criant : « VIVE LA C.G.T. ! ». Ils tenaient compte unilatéralement du fait de cette réalité. Il ne leur était pas venu encore à l'esprit, de crier l'inverse : « A BAS LA C.G.T. ! », « On verra après pour le P.«C.»F. ».

Or, les malhonnêtes de l'U.J.C. (ml) qui criaient : « VIVE LA C.G.T. ! » sont les mêmes qui maintenant, au sein de la « gauche prétendument prolétarienne » organisent des commandos pour attaquer des militants de la C.G.T., avec pour résultat de ramener les masses autour de ces dirigeants de la C.G.T., sur le point justement d'être rejetés par elles (Le point de vue inverse justifié, plus ou moins, par l'analyse du C.D.H.R. de Nanterre).

Le point de vue est d'ailleurs en relation directe avec la négation que c'est la politique qui entraîne la dégénérescence des permanents et de l'organisation. D'ailleurs, le président Mao nous enseigne qu'« il faut mettre la politique au poste de commandement ».

En conséquence, pour préciser notre ligne syndicale, nous devons continuer d'avancer nos mots d'ordre de comités de base, d'unité à la base et dans l'action, étape transitoire vers la centrale syndicale rouge. Dire que la période de réorganisation de la classe ouvrière sera longue et se fera dans la lutte. Que nous connaîtrons des échecs et des reculs, mais qu'en définitive l'avenir est radieux car nous sommes sûrs de la victoire définitive.

Lorsque nous dénonçons les trahisons des dirigeants de la C.G.T., nous ne devons jamais oublier de rappeler leurs responsabilités dans le parti politique révisionniste, expliquer que leur attitude n'est pas contradictoire, avec le parti. Lorsque nous dénonçons la politique de Waldeck ROCHET, MARCHAIS, indiquer que cette politique est la même que celle imposée à la tête de la C.G.T., parce que si ROCHET-MARCHAIS participent à la définition de la tactique et de la stratégie de la C.G.T., les SEGUY-KRASUCKI participent également à la définition de la ligne du P.«C.»F. Ils sont solidaires les uns des autres. Là encore, il ne faut pas sous-estimer les masses. Nous devons être persuadés qu'à leur niveau, comme à celui de tous les militants :

— Chaque élévation du niveau de conscience sur la trahison des dirigeants C.G.T. élève en même temps leur niveau de conscience sur la trahison des dirigeants du P.«C.»F.

— Chaque élévation du niveau de conscience à partir d'une trahison nouvelle des dirigeants du P.«C.»F. entraîne automatiquement une élévation du niveau de conscience sur le rôle de la trahison des dirigeants de la C.G.T.

Autrement dit, ces deux prises de conscience ne se superposent pas, ne se succèdent. Elles ne forment qu'un tout.

(A suivre, prochain article sur les Comités d'entreprise).

A propos du 58^e congrès de l'U.N.E.F.

Ce 58^e Congrès de l'UNEF qui vient de s'achever à Orléans aura été incapable, une fois de plus, de répondre à la question fondamentale : comment unifier le mouvement étudiant dans une organisation de masse nationale susceptible d'allier réellement de très nombreux étudiants au combat prolétarien pour la prise du pouvoir politique ? Malgré cela, on peut dire que ce Congrès marque un tournant important pour l'orientation politique future du mouvement étudiant. La mise en minorité du bureau du PSU rend en effet impossible, à moyen terme la poursuite des louvoiements qui caractérisent l'U.N.E.F. depuis plusieurs années ; les choix politiques et organisationnels décisifs devront être faits désormais à très brève échéance sous peine d'aboutir à une liquidation totale de l'organisation étudiante souhaitée en fait par les révisionnistes et par la bourgeoisie.

UN MEETING PERMANENT

Quatre fractions compactes réparties tout autour du Palais des Congrès, quatre fractions dominées à droite par le pôle des révisionnistes et à gauche par le pôle des marxistes-léninistes et des militants Front Uni, quatre fractions qui se menèrent pendant tout le déroulement des débats une guerre permanente de mots d'ordre, tel est le visage qu'a revêtu ce Congrès aux yeux des observateurs bourgeois. La lecture de la presse bourgeoise nous apprend que les « maoïstes » (il faut comprendre les marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge) « qui étaient tous vêtus de noir » (sic !), « qui se déplaçaient avec une discipline militaire » (resic !), « furent les premiers et les plus infatigables dans cette bataille de mots d'ordre et de cette conversation scandée » et « qu'ils ne cessèrent de demander, d'une façon stérile et obstinée, l'exclusion de l'U.N.E.F.-Renouveau » (resic !). Ces commentaires maladroits et déformés révèlent à leur manière cette réalité fondamentale qui est apparue finalement à travers le chaos parlementaire et bureaucratique de ce Congrès : l'existence, dans le mouvement étudiant, d'un courant de plus en plus important qui exige la reconstruction d'une organisation révolutionnaire des étudiants progressistes capable de mettre les luttes étudiantes sous la direction politique de la classe ouvrière réorganisée, ce qui implique évidemment que les traîtres révisionnistes en soient exclus. Les marxistes-léninistes et les militants Front Uni qui étaient venus à ce Congrès en moins grand nombre que les autres courants (ils étaient environ 150, tandis que les révisos étaient plus de 500, l'A.J.S. près de 400 et le P.S.U. environ 250), ont cependant réussi à apparaître comme un courant cohérent, le seul sans doute à représenter réellement le mouvement de classe progressiste des étudiants. L'accueil chaleureux qu'ils firent au cours de la séance d'ouverture aux délégués internationaux qui étaient pour la plupart des militants anti-révisionnistes, et tout particulièrement à la délégation albanaise qui fut accueillie aux cris de « vive Enver Hoxha », « vive l'Albanie socialiste », « Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tsé-toung », par la foule de nos camarades qui avaient envahi, drapeau rouge en tête, le centre du palais, est le signe de la coïncidence politique de ce courant révolutionnaire parmi les étudiants avec la lutte de tous les peuples du monde.

LE RAPPORT DES MANDATS

Une fois de plus cependant, ce Congrès fut une image déformée

de la réalité du mouvement de masse. Sur les cinq jours qu'il dura, trois furent consacrés à la validation des mandats, donnant l'occasion aux « leaders » révisos et trotskystes et sociaux-démocrates de se livrer une bataille acharnée de procédure et de magouille. C'était à qui se montrerait le plus malin en matière juridique, le plus fort en matière de manipulation, le plus fin en matière d'invalidation. La présence à l'extérieur de l'UNEF, des révisionnistes de l'U.E.«C.», que le P.S.U. a toujours refusé d'exclure a eu pour résultat de remplacer les débats politiques par d'interminables discussions bureaucratiques que les étudiants ne comprennent pas et qui ne font que discréditer l'organisation étudiante ; l'Humanité, qui sait cela, essaye de draper les révisos dans le drapeau de la virginité « démocratique », mais nul n'ignore en fait qu'ils sont pour le moins aussi doués que le P.S.U. dans l'art des manipulations bureaucratiques, des achats massifs de cartes, des manœuvres de toutes sortes pour se rendre maître d'une structure de l'U.N.E.F...

Ce débat interminable fut pourtant l'occasion pour les marxistes-léninistes de tracer une nette ligne de démarcation politique entre les maffiotiers et les militants du mouvement de masse. En refusant de valider des structures aussi peu représentatives que l'U.N.E.F. de Nanterre (représentant moins de cent étudiants, alors qu'il y en eut plusieurs milliers pour se battre contre les flics), les marxistes-léninistes montrèrent ainsi qu'ils entendaient donner un sens politique à la représentation dans les structures de l'U.N.E.F. Qu'il y ait eu finalement une très nette majorité de droite en ce qui concerne les mandats (4 grands quarts qui furent par ordre d'importance : 1) l'A.J.S., 2) le P.S.U., 3) H.R.-F.U., 4) révisos), importe peu finalement, le problème n'étant pas en effet de savoir qui a le plus de mandats, mais qui mène les luttes les plus importantes. Or, de ce point de vue là, l'A.J.S., qui se traîne dans le marais corporatiste, avec ses comités nationaux bidons, les révisos briseurs de grève et auxiliaires de Marcellin dans les conseils de gestion, le P.S.U. qui s'ingénie à récupérer toutes les luttes qu'il n'a pas menées, n'ont pas le droit de revendiquer les luttes les plus récentes du mouvement étudiant. C'est pourtant ces luttes qui, en dernière analyse, décideront de tout.

LE DEROULEMENT DES DEBATS

Le rapport moral présenté par le Bureau national sortant était un constat d'échec. Nanterre, la grève des langues, les luttes antifascistes, pour ne citer que les luttes les plus récentes, c'était là autant de mobilisations de masse qui s'étaient faites sans le bureau national ; celui-ci qui n'a su avoir de sa fonction qu'une conception conservatoire, ne cherchant en fait qu'à se maintenir en tant que bureau, au travers des tempêtes du mouvement, ne visant qu'à maintenir un statu quo qui l'avantage en tant qu'organe bureaucratique, a finalement payé son apathie ; son rapport moral a été refusé à une très forte majorité. Nous pensons que cette mise en minorité du P.S.U. est un événement important. Elle signifie en effet que le P.S.U. ne va plus être capable longtemps de porter à bout de bras l'organisation étudiante, en sautant habilement par-dessus les luttes de masse, en refusant de prendre en compte les réalités politiques fondamentales du mouvement, notamment la démarcation politique radicale qui se fait avec les révi-

sionnistes à l'occasion de chaque lutte importante. Les éléments révolutionnaires du P.S.U. qui refusent, quant à eux, toute alliance sans principe avec les trotskystes de l'A.J.S., se trouvent ainsi devant un choix fondamental entre deux voies contradictoires : ou bien défendre la conception d'une organisation étudiante où chaque étudiant, quelles que soient ses positions de classe, a sa place, et nous disons qu'il s'agit là d'une variante de la conception corporative U.N.E.F.-syndicat de masse, même si, pour noyer le poisson, on déguise cette conception sous le vocable « organisation politique de masse », ou bien on admet, dans toute sa logique, que l'U.N.E.F. ne peut pas être l'organisation de tous les étudiants, mais bien seulement de sa fraction progressiste, ce qui implique, entre autres, qu'en soient exclus ceux qui adoptent des positions contre-révolutionnaires vis-à-vis de chaque lutte, c'est-à-dire les révisionnistes de l'U.E.«C.» et de l'U.N.E.F.-Renouveau. C'est cela que les marxistes-léninistes s'efforcèrent d'exprimer à la tribune du Congrès, au travers notamment de l'analyse des récentes luttes et de la motion d'exclusion des révisionnistes en tant que traîtres et contre-révolutionnaires qu'ils proposèrent une nouvelle fois au vote du Congrès.

Le bureau P.S.U. qui fut élu à la majorité relative à l'issue de ce Congrès, n'a pas le droit de se prendre pour le dirigeant du mouvement étudiant. En favorisant son élection, les marxistes-léninistes et les militants Front Uni ont simplement tenu à écarter les révisionnistes et les trotskystes de la direction de l'U.N.E.F.. Ils n'apportent, en revanche, aucun soutien politique à ce groupe bureaucratique dont l'ensemble des activités est marquée du sceau de l'opportunisme. Ils ne lui reconnaissent tout au plus le droit de préparer un nouveau Congrès de l'U.N.E.F., où les forces vives du mouvement pourront enfin s'exprimer. où l'écart entre le rapport de forces des mandats et le rapport de forces réel sera réduit au point que l'exclusion politique des révisos du mouvement de masse puisse enfin avoir des conséquences organisationnelles. Si nous ne nous faisons pas d'illusion sur une telle éventualité, nous pensons cependant que l'avenir de l'UNEF se présente ainsi : ou bien ce sera la victoire du courant révolutionnaire sur la base de l'exclusion des révisionnistes, ou bien ce sera la victoire des révisionnistes ou des trotskystes, ce qui équivaudra sans doute à la liquidation de l'organisation étudiante. Et que nos magouilleurs du P.S.U. ne se fassent pas d'illusion sur la possibilité d'une troisième voie avec la rentrée éventuelle dans l'U.N.E.F. des militants de la ligue « communiste » leur offrant la possibilité de tout un nouveau clavier d'alliances et de manœuvres ; une telle opération ne pourrait avoir pour effet que de retarder l'échéance, mais certainement pas de modifier les termes du problème.

LA LUTTE DANS L'U.N.E.F. : UNE BATAILLE TACTIQUE

Les révisos parlent de quitter l'U.N.E.F., l'A.J.S. aussi ; la Ligue parle d'y entrer, le P.S.U. d'en sortir tout en y restant. Par delà toute cette confusion, toutes ces manœuvres, nous devons rappeler nos options politiques fondamentales.

Reconnaissons-le, le mouvement étudiant est aujourd'hui, dans les faits, atomisé, privé d'une direction nationale susceptible d'exercer sur lui une direction politique et organisationnelle. Les structures de

masse peuvent à la rigueur exister à l'échelon local, mais n'existent pas à l'échelle nationale. Il s'agit là d'une situation qui se rapproche de celle aujourd'hui, de la plupart des mouvements étudiants dans les pays capitalistes. Une telle situation est due essentiellement à la trahison des directions ouvrières et livre le mouvement étudiant progressiste à la furie des théories petites-bourgeoises multiples, constitue une donnée de fait justifiée par une conjoncture historique particulière. Mais nous ne saurions faire de nécessité vertu. Dans le même temps où les marxistes-léninistes s'efforcent de redonner à la classe ouvrière ses organisations de combat (parti et syndicat), ils doivent s'efforcer de construire l'unité du mouvement étudiant autour de la politique prolétarienne. Cet objectif, qui s'exprime sous le mot d'ordre : « Mettre le mouvement étudiant dans le le Front Uni, sous la direction politique de la classe ouvrière réorganisée » implique non seulement que nous nous efforcions d'organiser à la base le mouvement étudiant à partir de la défense révolutionnaire de certaines revendications étudiantes et de la liaison concrète des étudiants avec les travailleurs, mais, en outre, que nous posions le problème de l'existence d'une organisation de masse nationale des étudiants progressistes afin de pouvoir impulser centralement des luttes qui vont dans le sens de nos objectifs de Front Uni. Nous ne devons pas accepter l'atomisation du mouvement. Nous devons, au contraire, lutter pour lui donner des objectifs et des structures centrales. La récente grève des langues a bien montré toute l'importance d'une telle organisation nationale pour le développement des luttes.

Par rapport à de tels objectifs, la bataille pour la direction de l'U.N.E.F. constitue un appendice tactique (mais un appendice importante) de notre bataille pour doter le mouvement étudiant d'une organisation de masse nationale. L'importance tactique de l'U.N.E.F. réside dans la tradition de lutte que son sigle représente, dans l'aspect qu'il a sur l'opinion étudiante (en province au moins) et sur celle des travailleurs, dans l'influence dont jouit l'U.N.E.F. sur le plan international. De ce point de vue là, nous devons lutter pour que l'organisation étudiante que nous voulons construire soit coiffée du sigle U.N.E.F., pour que ce titre ne revienne pas finalement aux révisionnistes, ce qui constituerait finalement une victoire de la réaction.

Ainsi précisés, nos objectifs apparaissent donc clairement : fondamentalement, nous ne nous battons pas pour l'« U.N.E.F. » mais pour une organisation centrale des étudiants se rangeant sur des positions de Front Uni. Nous ne cherchons pas tant à réunifier le mouvement étudiant dans l'U.N.E.F. qu'à le réunifier autour de la politique du prolétariat. A la base, nous ne cherchons pas tant à renforcer l'UNEF qu'à renforcer des organisations anti-monopolistes et anti-impérialistes (qui peuvent d'ailleurs appartenir à l'U.N.E.F.). Nous ne nous accrochons pas à des structures vides mais surtout à une politique révolutionnaire autour de laquelle nous voulons construire des structures nouvelles. Voilà pourquoi nous sommes allés nous battre au Congrès d'Orléans et pourquoi nous luttons pour que l'U.N.E.F. ne tombe pas aux mains, ni des révisionnistes, ni des trotskystes. Mais voilà pourquoi, nous ne lâcherons en aucun cas dans l'avenir la proie pour l'ombre, c'est-à-dire la lutte de masse pour la magouille bureaucratique.

Correspondant H.R.

DUNKERQUE : LA G. P. POURSUIT SON ÉVOLUTION VERS L'ANARCHISME

Notre comité de rédaction est heureux de pouvoir publier les lignes du C.D.H.R. de Dunkerque.

Car la presse bourgeoise, « Le Monde » en particulier, et la radio-télévision ont essayé crapuleusement de mêler notre organe aux sabotages survenus

Cette évolution est caractérisée par les mots d'ordre de la feuille de lutte du Chantier, « Les Nouveaux Partisans ».

Pour répliquer aux accidents : vengeons nos camarades : *sabotages* : « Le patron fait couler le sang, faisons couler l'or de ses poches ».

Théorisation : « Les sabotages entraînent les masses ; en frappant directement le capital, les militants G.P. montrent le vrai visage du tigre de papier du capital et abattent ainsi tout le conditionnement bourgeois inculqué aux masses : peur du flic, de l'autorité, etc... Le sabotage a valeur exemplaire : le militant révolutionnaire, armé de l'idéologie : « oser vaincre, oser lutter », doit montrer l'exemple aux masses.

Les sabotages sont un premier pas, demain, la résistance populaire ira plus loin et versera le sang de ceux qui versent le sang. (Justice populaire : pour un œil, les deux yeux, pour une dent, toute la gueule).

CONSEQUENCES AUX CHANTIERS DE FRANCE

1) C'est de donner des arguments au patron en essayant de rejeter sur les « MAOS », comme on dit ici, la responsabilité des accidents mortels qui se suivent ici (4 en deux mois).

Heureusement, cela ne prend pas, car face à la trahison objective de la C.G.T., qui dure depuis longtemps, la G.P. a un potentiel important de sympathie, car elle dénonce inlassablement l'exploitation depuis un an. (H.R. a démarré depuis peu, et la distinction s'effectue peu à peu). L'idéologie G.P. prend sur les jeunes et les ouvriers ayant

aux « Ateliers et chantiers de construction navales de Dunkerque ».

Nous mettons en garde l'opinion publique contre toute provocation qui aurait pour but de nous présenter comme des partisans du terrorisme anarchiste que nous réproprons sans ambiguïté.

eu à souffrir de la répression pour des délits mineurs. Par contre, elle a de fermes ennemis parmi les vieux travailleurs ; beaucoup rigolent des tracts.

2) Une autre conséquence est de centrer la lutte au chantier sur des actes individuels cachés des masses, au lieu de préparer la constitution d'une organisation de combat de masse au chantier :

— En effet, dans leurs recherches « des formes de lutte nouvelles issues de la pratique des masses, et qu'il faut systématiser », la G.P. ne fait pas de distinction entre Parti et organisation de masse et développe le mot d'ordre : « Les syndicats, c'est dépassé ; nous sommes tous des délégués ». Il doit y avoir les masses et la G.P. et les tracts sont signés : « ouvriers du chantier et maoïstes de la G.P. ».

« Vouloir un nouveau syndicat, c'est créer de nouvelles organisations qui ont amené le révisionnisme ». Au lieu de voir que le rôle des marxistes-léninistes est d'analyser les raisons des sources de la dégénérescence du P.«C.»F. et de la C.G.T., d'en faire le bilan ; de faire de même pour la pratique des comités d'action des comités de grèves de Mai 1968... et d'en tenir compte dans la création des nouvelles organisations de masse.

3) La troisième conséquence est d'être contre toute grève, car la grève fait perdre de l'argent à l'ouvrier et ne lui rapporte rien, car les avantages acquis momentanément sont repris par le patron le lendemain ».

En fait, cette prise de position cache leur incapacité à agir en sorte que les ouvriers du chantier soient organisés solidement afin de mener des actions de masse.

ALBANIE : LE CAMARADE GOGO NUSHI N'EST PLUS

Membre du Comité central du Parti du Travail d'ALBANIE, investi de très hautes fonctions d'Etat, le camarade Gogo NUSHI vient de décéder à Tirana à la suite d'une longue maladie. Vivant en France à Lyon, avant la deuxième guerre mondiale, Gogo NUSHI avait fait partie du « groupe de communistes albanais » de Lyon. Il avait aussi milité à l'époque dans les rangs du Parti communiste français. Il parlait couramment notre

langue. Il s'était entretenu depuis des années avec nombre de nos camarades en visite en Albanie.

Le Comité de rédaction-administration de « l'Humanité-rouge » a transmis le message de condoléances suivant au camarade Enver HOXHA, Premier secrétaire du Parti du Travail d'ALBANIE, au Comité central du Parti et à la famille du très regretté camarade Gogo NUSHI.

MESSAGE DE CONDOLÉANCES DE L'« H. R. »

Paris, le 11 avril 1970

Au camarade Enver HOXHA
Premier secrétaire du Comité central du Parti du Travail d'ALBANIE,
Au Comité central du Parti du Travail d'ALBANIE,
A la famille du camarade Gogo NUSHI.

Très chers Camarades,

C'est avec stupeur et émotion que nous avons appris le décès du regretté camarade Gogo NUSHI, vieux militant de votre glorieux Parti, membre de votre Comité central et figure exemplaire de votre peuple héroïque.

Plusieurs d'entre nous connaissions le camarade Gogo NUSHI qui parlait couramment français, avait vécu dans notre pays à Lyon et avait même milité au sein de la classe ouvrière française. Nous avons tous haute-

ment apprécié non seulement sa connaissance de la situation internationale et son intelligence politique élevée, mais aussi sa modestie, sa simplicité, la chaleur de ses sentiments de camaraderie à notre égard.

Nous sommes convaincus qu'il demeurera à jamais dans le cœur des communistes albanais comme un de ses militants les plus exemplaires, dans le cœur du peuple albanais comme l'un de ses représentants d'élite.

Au nom des lecteurs de notre journal, au nom de son Comité de rédaction et administration nous vous adressons l'expression de nos condoléances les plus attristées, de notre solidarité la plus fraternelle dans la peine qui vous afflige aujourd'hui.

Pour le Comité de rédaction-administration de l'Humanité-rouge,

Max DURAND.

LES CONSÉQUENCES

C'est de faire piétiner la lutte, de prolonger la direction des révisionnistes sur les masses, par manque d'autres organisations.

En fin de compte, la G.P. prend les masses pour une bande de moutons ignares auxquels les révolutionnaires doivent montrer l'exemple. Elle ne voit pas que ce sont les masses qui créent l'histoire et que le jour où un travail patient de propagande, par l'intermédiaire des éléments les plus actifs de la classe ouvrière portera ses fruits, elles se mettront d'elles-mêmes en mouvement.

« Les idées justes, qui sont le propre d'une classe d'avant-garde, de-

viennent, dès qu'elles pénètrent les masses, une force matérielle capable de transformer la société et le monde ». Mao-Tsé-Toung.

La G.P. veut aller très vite et pense amener les masses à la révolution plus rapidement par les « exemples ».

« Sa théorie de « l'organisation engendre le révisionnisme », et de « seuls les actes de sabotage sont révolutionnaires » a aussi pour conséquence d'exposer à la répression, tant patronale que policière, les ouvriers qu'elle contacte ou qu'elle entraîne dans ses actions groupusculaires.

PIGNANS (Var) :

QUAND LE P.«C.»F. PRATIQUE L'AUTO LIQUIDATION

Pignans est une petite ville du Var, au pied du massif des Maures, où depuis fort longtemps, les traditions de lutte révolutionnaire sont enracinées. C'est ce qui explique qu'autrefois le P.C.F. y a été puissant. L'un des militants de ce Parti, notre camarade Aimé Villecroze, qui adhéra dès l'âge de 15 ans, — donc bien avant la guerre, — aux J.C. et fut longtemps l'un des piliers du parti dans la région, a été exclu par « le Comité Fédéral et les secrétaires de section du Var » réunis à La Garde le 29 novembre dernier, exclusion qui a paru d'autant plus comique que ce camarade n'avait pas repris sa carte depuis 1966 !

Quel compte les dirigeants varois du P.C.F. avaient-ils donc à régler avec ce camarade, — créateur des premiers groupes F.T.P. de la région pendant l'occupation, militant et dirigeant exemplaire depuis plus de 35 années, — pour se couvrir d'un tel ridicule ?

Eh bien, c'est que justement, ces messieurs ne peuvent pardonner à Aimé Villecroze d'être resté un stalinien, dans la meilleure acception du terme. Ils ne peuvent lui pardonner d'avoir exigé la discussion publique des thèses des partis marxistes-léninistes, notamment ceux de Chine et d'Albanie. Ils ne peuvent lui pardonner d'avoir refusé l'obéissance servile à une direction devenue révisionniste, et d'avoir diffusé ces thèses qu'ils s'efforçaient de cacher ou de dénaturer. Ils ne peuvent lui pardonner, enfin, d'être depuis plusieurs

années maintenant, un des plus actifs diffuseurs de la presse marxiste-léniniste et de la pensée maotsétoung.

Le fait que ces messieurs aient attendu fin 1969 pour prononcer son « exclusion », montre leur embarras. Comment faire croire, en effet, aux travailleurs des villes et des campagnes varoises que Villecroze est un renégat « le plus virulent... qui se prétendant communiste ne vise en fait qu'à créer la confusion pour mieux nuire à la cause que nous défendons », — comme l'imprimait le « Petit Varois - La Marseillaise » du 25-7-69 (et d'ailleurs quelle cause défend donc la feuille de chou révisionniste, elle qui ne vit que par la publicité capitaliste ?)

Ah, on peut dire qu'ils ont réfléchi ! Le 12 décembre 1966, les mêmes dirigeants lui demandaient encore de réintégrer le P.C.F. ! Sa cellule, en effet, refusait à deux exceptions près, de prendre quelque sanction que ce soit à son encontre. Alors, comme toujours en pareil cas, les pontes révisos ont eu recours à la calomnie.

Notre camarade fut accusé de vol et autres abominations. Mais, comme toujours en pareil cas (et depuis le temps, les pontes révisos devraient le savoir !), loin d'être isolé, notre camarade vit sa position renforcée : de nombreux membres du P.C.F., écœurés, déchirèrent leur carte.

Ce que voyant ces messieurs firent machine arrière, déclarant qu'il s'agissait d'un malentendu !

De guerre lasse faute de pouvoir parvenir à leurs fins autrement, ils ont donc réuni « le Comité Fédéral et les secrétaires de section » pour prononcer leur exclusion bidon. Précisons que ce brillant aréopage se composait de 29 personnes en tout. Pour un parti en plein essor, comme dirait l'illustre Lazzarino, c'est maigre !

C'est maigre, mais ça ne vaut pas plus ! A Pignans, « l'Humanité Dimanche » n'est plus diffusé depuis bien avant l'exclusion du camarade Villecroze. Par contre, les travailleurs sont devenus des lecteurs et défenseurs déterminés de « l'Huma-rouge » ; et depuis novembre dernier, cette tendance ne fait que s'affirmer.

Face aux calomnies déversées par les révisos, notre camarade a su garder une attitude fraternelle à l'égard des communistes de la base, et en amener ainsi bon nombre sur ses positions cependant que d'autres se posaient de plus en plus de questions. Aujourd'hui, à Pignans, petite ville du midi, le P.C.F. est bien malade. Mais le communisme se porte bien, et c'est l'essentiel... Et il y a, aujourd'hui beaucoup de coins comme Pignans.

C'est pour cela — et pour beaucoup d'autres choses, — que les dirigeants révisionnistes du P.C.F. se font tant de souci... Et de leur point de vue, ils n'ont pas tort : ce n'est jamais réjouissant de se sentir poussé vers la fosse commune de l'histoire.

LE COURRIER DE NOS LECTEURS

Soyez optimistes...

Votre journal est plus que bon.

Personnellement, j'ai été amené, tout à fait par hasard, à lire votre journal, il y a quelques mois (octobre ou novembre 1969).

Jusqu'alors, j'aurais plutôt été contre votre mouvement (dont j'avais vaguement entendu parler), parce que je connaissais mal la « mentalité pro-chinoise » que j'assimilais, à quelque chose prêt, à la « mentalité révisionniste », et d'autre part, je me sentais trop vieux pour être révolutionnaire (lorsqu'on ne croit plus au père Noël, c'est fini, n'est-ce pas ?..)

Aujourd'hui, je ne souhaite rien tant que votre victoire. Et je serais presque prêt à tout sacrifier pour votre réussite, car j'ai cru trouver dans votre mouvement une distinction entre :

- le mensonge et la vérité ;
- les salauds et les braves types,
- la calomnie, les combines et la loyauté.

Ce que n'admet pas le révisionnisme pour qui seul le résultat compte (mais quel résultat ?).

MAIS,

Vos militants sont fichés par la police, piégés par les révisionnistes (comme on devine ça !), mis en prison. S'ils sont fonctionnaires (comme ces professeurs) qu'advient-ils à leur sortie de prison ; deviennent-ils :

— Chômeurs ?

— Clochards ?

— Suicidés ?

Où doivent-ils accepter de faire amende honorable, courber la tête sous le joug, se mettre aux pieds des révisionnistes pour retrouver une place ?

Et le simple ouvrier, surtout étranger, n'est-il pas encore plus vulnérable face au contre-maître ou chef d'équipe réviso tout puissant ?

C'est là votre faiblesse, et elle est grande. Je vous suggère ceci :

— Conseillez à vos lecteurs de vous soutenir dans l'anonymat, en choisissant un nom (selon certains critères permettant une identification ultérieure, car un jour ou l'autre, on aura besoin de se faire connaître, de s'entr, aider).

Et pensez que vous n'avez qu'une arme : la vérité. N'essayez pas de battre les révisionnistes sur leur terrain : la combine et l'hypocrisie, il y sont maîtres... Et votre cause à vous est bonne !

P. C., Clermont-Ferrand.

Chers camarades,

J'ai lu sur « l'Humanité Rouge » que la répression de la bourgeoisie a frappé beaucoup de camarades marxistes-léninistes, en jetant en prison 5 diffuseurs de « l'Humanité Rouge ».

Aussi, en Italie, la réaction cherche à frapper notre parti et ses militants. Malgré cela, le marxisme-léninisme, pensée de mao tsé-toung, se développe et pénètre dans les masses de plus en plus.

En Espagne, en France, en Italie, en Belgique, dans toute l'Europe Occidentale, le marxisme-léninisme avance victorieusement vers la conquête du pouvoir. « Tous les réactionnaires sont des tigres en papier. En apparence, ils sont terribles, mais en réalité, ils ne sont pas si puissants... » (Mao).

En avant contre la bourgeoisie et le révisionnisme !

Vive le marxisme-léninisme, pensée de Mao Tsé-toung !

A vous tous, j'exprime ma solidarité pour les camarades emprisonnés et je crie :

Libérez Jean Thriot, Patrick Bernier, Alain Filou, André Marie, Bernard Rey !

A bas le capitalisme ! Vive le socialisme !

Partito Comunista d'Italia (marxista-léninista)
Cellula « Stalin »
Villa San Giovanni.

Aix-en-Provence, le 29-3-70,

Chers camarades,

Ancien membre et militant du P.«C.»F. (j'ai été vendeur de l'organe de ce parti sur Marseille 10 mois), je suis lecteur de vo-

tre hebdomadaire que je fais lire, tellement je trouve ses articles intéressants, justes et n'hésitant pas à dire toute la vérité, avec tout le danger que cela peut comporter (...).

Combien l'H.R. est différent, de part sa juste position de classe de l'Humanité révisionniste du P.«C.»F. Encore quelques mots pour dire que les militants qui diffusent sont admirables de courage, de ténacité et d'abnégation.

Avec mes salutations fraternelles. Je vous assure de ma sympathie.

Un chauffeur poids-lourds,

Zurich, mars 1970,

Camarades,

Je lis l'H.R. chaque fois qu'elle me parvient, et il me semble que votre journal s'améliore à chaque fois. Un journal marxiste-léniniste doit être un journal vivant, le reflet de la lutte, et c'est cela qui fait la qualité d'H.R. Je pense que ce que votre journal a d'attrayant, c'est en grande partie les tribunes de discussion (améliorons le journal, syndicats, etc.). D'autre part, je trouve les éditoriaux plus complets, plus directs qu'autrefois, le ton plus posé, on a l'impression qu'H.R. a dépassé le stade de départ où certaines maladresses (pensées et langages) sont nombreuses. En tout cas,

la lecture d'H.R. ne peut que nous aider à mener notre combat M-L en Suisse...

A l'heure où j'écris, je ne sais pas si les camarades arrêtés ont été remis en liberté. La presse bourgeoise (« Le Monde » surtout) donne beaucoup de publicité aux moindres faits et gestes de la ligue trotskyste ou de la G.P., mais tait consciencieusement la lutte M-L. Solidarité avec eux en tout cas.

En attendant votre réponse, salutations communistes.

X. Y. Zurich.

Le 23 mars 1970,

Chers camarades de l'H.R., j'ai constaté que dans notre journal vous ne mettiez pas assez l'accent sur le problème paysan, qui est pourtant très vaste et très important, car une bonne partie de la population est concernée. J'espère que vous ouvrirez un débat sur ce problème et j'incite les camarades paysans à écrire afin que la discussion puisse être entamée.

Salutations communistes.

Un jeune lycéen de 14 ans.

Nous sommes d'accord avec le camarade sur cette faiblesse du journal et appelons les lecteurs et les diffuseurs à envoyer des articles sur ce front.

DROLE DE PISTOLET

La confédération « Force Ouvrière » (ainsi appelée parce qu'elle n'est ni forte ni ouvrière) édite un mensuel confidentiel appelé « F.O. Magazine », pâle copie de la « Vie Ouvrière ». Bien que destiné à être vendu 0,50 F, il est, en fait, distribué périodiquement dans les rares boîtes où F.O. dispose de militants pour faire ce travail.

Mais sa lecture n'est pas moins édifiante que celle de la « Vie Ouvrière ». Comme dans cette dernière, on trouve des publicités pour le tourisme chez Franco ou Papadopoulos et d'autres pavés de diverses firmes industrielles bien connues pour leur amour de la classe ouvrière (Nestlé, par exemple).

Cependant « F.O. Magazine » bat la « Vie Ouvrière », il faut le reconnaître. Une firme de Düsseldorf (R.A.F.) y offre aux syndiqués F.O... le stylo-pistolet des espions, « super arme des espions et agents secrets, jusqu'ici impossible à obtenir »... dit la publicité (voir cliché ci-contre). Réveillons le James Bond qui dort dans tout militant syndicaliste « libre » !

Mais M. Marcellin peut dormir tranquille. Les gadgets meurtriers sont autant de garanties pour le monde libre, tant que leur diffusion sera limitée aux lecteurs de « F.O. Magazine ».

En outre, ça fait marcher le commerce...

Mais on ne trouve pas que cela dans ce détonnant journal.

Un article de 3 pages, signé du secrétaire fédéral adjoint de la Fédération de l'Alimentation F.O. nous en raconte une bien bonne. Le titre, d'abord : « Comment un syndicaliste devient directeur de palace ». Textuel.

L'article raconte comment, à la suite d'un changement de propriétaires, le syndicat F.O. du « Plaza-Athénée » (c'est de ce Palace qu'il s'agit) s'opposa à la transformation de l'hôtel en un établissement de transit pour compagnie aérienne.

Mais laissons la parole à MM. les « syndicalistes » de F.O. :

« Avec l'appui de la Fédération, nos camarades se sont dressés contre cette intention. Nous nous sommes placés sous l'égide de la défense de l'hôtellerie française.

Nous avons fait feu de tout bois : intervention auprès de toutes les autorités, manifestation dans la rue, appel aux commerçants du quartier. Une manifestation rassembla 1 500 personnes parmi lesquelles les couturiers de l'avenue Montaigne, car la clientèle du « Plaza » figure parmi les acheteurs de la haute couture parisienne. »

Pour ce qui est de « faire feu de tout bois », faisons leur confiance, et, nom de Dieu, soutenons la juste lutte des grands couturiers parisiens ! L'article ne précise pas si les manifestants portaient des drapeaux rouges...

La situation se trouvant dans l'impasse, ...

« Nos camarades convoquèrent le Conseil d'administration et, chose extraordinaire, personne ne manqua ! Même les propriétaires, résidant en Suisse avaient trouvé le moyen d'être présents, malgré la grève des moyens de transport. »

Ce Conseil d'administration sortait de l'ordinaire car, outre les propriétaires et les administrateurs représentant divers intérêts, notamment la banque Neuflix, y assistaient les délégués syndicaux, tous les délégués du personnel, ainsi que les membres du Comité d'entreprise ; c'était ce qu'on pouvait appeler un Conseil d'administration vraiment élargi ! »

Banquiers et prolétaires, tous unis pour la défense de l'hôtellerie française.

De fil en aiguille, au mois de novembre 1969, après avoir « usé deux directeurs incompetents », la société anglaise propriétaire (le groupe FORTE, de Londres)... fait une proposition. Mais laissons encore la parole au « syndicaliste » de l'alimentation F.O. :

« Comme nos camarades ont fait preuve d'une grande compétence durant leur gestion, qu'ils su-

rent prendre des dispositions rationnelles améliorant sérieusement la productivité ainsi que le chiffre d'affaires (plus de 20 pour cent par rapport aux meilleures périodes antérieures), la direction générale de Londres proposa au délégué syndical F.O. de prendre la direction de la maison ; celui-ci posa comme conditions d'avoir l'accord de sa Fédération syndicale et d'être élu à l'unanimité par les responsables syndicaux F.O. et CGT ainsi que par les chefs de service (tous syndiqués à F.O.), les délégués du personnel et membres du Comité d'entreprise et de recevoir l'approbation du personnel. »

Voilà une alternative à la lutte de classe : devenir patron :

augmenter la productivité du chiffre d'affaires, obtenir l'accord des rivaux-complices cégétistes, et hop ! à vous le fauteuil directorial !

On peut lire des choses de ce genre dans « F.O. Magazine ». Espérons que cet exemple sera suivi et que M. Georges Frischmann va bientôt se retrouver directeur général des P.T.T. et M. Halbeher, P.D.G. de la Régie Renault.

On peut leur faire confiance. Comme leurs collègues de F.O. du Plaza-Athénée, ils sauraient faire suer le burnous...

Mais justement, un patron est un patron, même s'il se pare du titre de syndicaliste ! Et ça les prolos le savent par expérience.

MARSEILLE : La librairie « Lire » mitraillée

Dans la soirée du mercredi 8 avril, peu après la fermeture, des rafales ont été tirées sur la librairie « LIRE », rue Sainte. La vitrine principale et la porte ont été brisées, et de nombreux livres ont été détériorés par les coups de feu.

Cette librairie est depuis près d'un an ouverte à tous les courants progressistes et révolutionnaires, et permet à tous ceux qui, aujourd'hui, œuvrent dans l'esprit de Mai 1968, de s'informer et de se rencontrer. Organisée sous forme de coopérative, elle constitue l'indispensable carrefour de tous les mouvements qui cherchent et agissent pour qu'en France et dans le monde soient abattus le pouvoir capitaliste et l'impérialisme. Aujourd'hui, cet acte prouve que ces rencontres, ce travail de recherche et de confrontation, ont des ennemis qui n'hésitent devant aucun moyen.

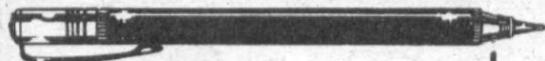
Mais bien plus nombreux — et seront — ceux qui affirment leur attachement à cette œuvre. Tous les progressistes, tous les révolutionnaires, soutiendront activement LEUR librairie :

- En rejoignant le mouvement des coopérateurs,
- En versant à la souscription pour que les indispensables mesures de sécurité soient prises, et pour que la librairie « LIRE » continue de vivre et de jouer son rôle de carrefour et de centre de réflexion.

Librairie LIRE, Marseille, CCP 28.10.65.

Librairie « LIRE », 16, rue Sainte, 13-Marseille-1^{er}.

LE STYLO-PISTOLET DES ESPIONS



Ce nouveau stylo est en réalité un pistolet qui tire des cartouches de calibre 22 (alarme et défense). C'est actuellement la super-arme des espions et des agents secrets. Jusqu'ici impossible à obtenir. Surtout à ce prix ! Tire également des cartouches à gaz lacrymogène qui mettent hors d'état de nuire, pour plusieurs minutes, tous ceux qui sont en face de votre arme. Dispositif spécial pour fusée en cas de détresse ou pour aveugler et mettre en fuite plusieurs adversaires à la fois. A vraiment l'air d'un simple stylo. Personne ne peut se douter que c'est une arme redoutable. Livré avec 100 cartouches.
N° 4139 - Stylo-pistolet F. 49,50
N° 4140 - Embout lance-fusées 15 m/m et boîte de 10 fusées multicolores F. 19,50



LES PEUPLES CHINOIS ET CORÉEN RESSERRENT LEURS RANGS FACE A LA MENACE IMPÉRIALISTE

Pendant que le public était tenu en haleine par l'affaire du Boeing de la Japan Air Lines détourné sur la Corée du Nord, deux faits significatifs se sont produits dont les journaux n'ont guère parlé.

La République populaire démocratique de Corée et la République populaire de Chine ont resserré leurs liens dans tous les domaines, à l'occasion de la visite à Pyong Yang du camarade Chou-En-Lai, Premier ministre de la R.P.C. A l'heure où l'impérialisme américain renforce ses liens avec les gouvernements ultra-réactionnaires nippon et sud-coréen, cette visite a un sens précis.

Kim Il-Sung, chef du gouvernement de la Corée du Nord l'a indiqué le mardi 7 avril lors de l'arrivée du Premier ministre chinois à Pyong Yang :

« La visite du camarade Premier ministre a manifesté la fraternité militante et l'unité des peuples coréen et chinois, qui se tiennent fermement sur le même front, face à leurs ennemis communs. »

Certains journaux bourgeois ont fait les étonnés : « Comment la Chine et la Corée populaires ont-elles si vite aplani leurs divergences idéologiques ? » A cela les marxistes-léninistes répondent : « Quelles que soient les divergences avec tel ou tel Etat socialiste et son parti dirigeant, nous les soutenons dans la mesure où, menacés par l'impérialisme américain (c'est le cas de la Corée du Nord) ou par le social-impérialisme russe (c'est le cas, — par exemple, — de la Roumanie), ils se montrent décidés à leur résister. »

La détermination du peuple roumain à résister à toute attaque ouverte du social-impérialisme russe a reçu, en son temps, le ferme soutien de la Chine et de l'Albanie socialistes.

Le peuple coréen et son parti du travail ont manifesté clairement et par des actes, leur détermination à faire face à l'impérialisme yankee et à son complice nippon. Il est donc naturel que la Chine populaire lui apporte un soutien total.

Cela ne veut pas dire que toutes les divergences entre Partis communistes et entre Etats aient été « effacées ». Mais dès lors qu'un parti et un Etat se tiennent fermement sur des positions anti-impérialistes, comme c'est le cas pour la Corée du Nord, ces divergences pourront être surmontées. D'ores et déjà elles n'ont qu'une importance secondaire. Ainsi que l'a indiqué le camarade Chou-En-Lai au cours de sa visite :

« L'attitude adoptée envers la réaction américano-japonaise et le militarisme japonais constitue un important critère permettant de distinguer la révolution réelle et la révolution factice, le vrai socialisme et le pseudo-socialisme, le marxisme-léninisme authentique et le marxisme-léninisme fictif. Ainsi que l'ont fait remarquer nos camarades coréens, c'est une question de position fondamentale. »

Or, justement, au même moment, Podgorny, président du Soviet suprême de l'U.R.S.S., à peine

revenu de sa visite chez le Chah d'Iran, refaisait ses valises pour Tokyo. Ajournée in-extremis par suite d'une grippe dont le caractère « diplomatique » paraît évident, cette visite n'est qu'un aspect parmi d'autres, du rapprochement soviéto-nippon. Après les accords pour la mise en valeur de la Sibérie, le gouvernement soviétique vient, par l'intermédiaire de son ministère de l'Aviation civile, d'autoriser les avions de la Japan Air Lines à relier l'Europe au Japon en survolant la Sibérie.

Les avions civils japonais survolent donc régulièrement l'U.R.S.S. dans toute sa largeur, depuis le 29 mars dernier.

Il en est des impérialistes nippons comme des « revanchards ouest-allemands ». Les dirigeants révisionnistes russes ne manquent pas de les « dénoncer » de temps en temps. Mais cela n'émeut guère les dirigeants de Bonn et de Tokyo. A peine sèche l'encre des articles de la « Pravda » sur ce thème classique, on passe aux choses sérieuses : accords commerciaux, arrangements financiers, etc.

Cela, le peuple coréen et son parti du travail ne pouvaient pas ne pas le voir, — comme d'ailleurs le peuple japonais lui-même.

Le succès du camarade Chou-En-Lai en Corée est une première et cinglante réponse à l'Axe Moscou-Tokyo-Washington. Il y en aura d'autres !

MALGRÉ LES MANŒUVRES DE NASSER

LES 30 ÉCOLIERS ÉGYPTIENS SERONT VENGÉS !

Le bombardement de l'école d'un village égyptien du delta du Nil, le 8 avril dernier, est un nouveau et cynique crime sioniste. 30 enfants massacrés, 46 blessés, dont certains effroyablement mutilés, c'est un fait d'armes digne des « héros » de Rotterdam, de Coventry, de Haïphong ou de Sakiet Sidi Youssef. Mais les belles consciences de « gauche », Sartre, Deferre et Cie, trouveront — faisons leur confiance — une foule d'arguments pour renvoyer dos à dos, le bureau et leurs victimes.

Quant à Messieurs les marchands français de mort subite, ils auront été agacés d'apprendre que le bombardement avait été effectué à l'aide d'avions U.S. « Phantoms ». De beaux et bons « Mirages » auraient fait aussi bien ce beau tra-

Tito, il y a quinze mois. Et Nasser aurait donné son accord tout récemment, pour une rencontre entre lui et Goldmann.

Le gouvernement de la R.A.U. a démenti, mais seulement après que celui d'Israël ait fait connaître officiellement son veto, ce qui affaiblit singulièrement la portée des négociations nasserien-

D'ailleurs, depuis le fameux interview qu'il a accordé au « Monde », il y a quelques semaines, Nasser n'a cessé de prendre ses distances à l'égard de la lutte armée du peuple palestinien.

Le régime militaro-bureaucratique égyptien est prêt à coopérer à l'application de la résolution de l'O.N.U. du 22 novembre 1967, qui aboutirait à la liquidation de la question palestinienne par la législation du fait colonial sioniste.

Nasser, dans son fameux interview au « Monde » de l'hiver dernier se faisait fort de faire prévaloir son point de vue, pour peu que les israéliens acceptent d'évacuer les territoires occupés.

Récupérer le Sinaï et liquider la résistance palestinienne, tels étaient ses objectifs à peine dissimulés sous la rhétorique.

Comme ses positions reflètent fidèlement celles de ses suzerains de Moscou, une partie des dirigeants sionistes en Israël et hors d'Israël — dont Goldmann — pensent qu'il est possible d'utiliser une telle conjoncture et qu'elle doit être exploitée immédiatement.

La reconnaissance « de jure » d'Israël par les Etats arabes et la coopération de ceux-ci à la liquidation de la résistance palestinienne, cela vaut bien d'évacuer le Sinaï et une partie de la Palestine. L'Etat d'Israël a largement entamé sa troisième année de « guerre des six jours ». Il ne pourra pas indéfiniment supporter un tel effort et une telle tension interne, malgré l'aide multiforme des impérialistes (américains et autres).

Mais les chefs militaires sionistes pensent différemment. Une nouvelle guerre éclair contre la Syrie, le Liban et la Jordanie, ne leur poserait pas plus de problèmes que celle de juin 1967. Les armées bourgeoises et féodales arabes ne sont pas plus qu'alors capables d'opposer une résistance efficace à la machine de guerre sioniste.

Une répression accrue à l'encontre de la population arabe à l'intérieur, l'effondrement des régimes égyptien et syrien à l'extérieur résoudraient le problème une fois pour toutes, pensent-ils.

D'où le désaveu de Goldmann par le gouvernement sioniste, et le bombardement de mercredi dernier.

Les leçons qui peuvent d'ores et déjà être tirées de ces derniers développements sont, à notre avis, les suivantes :

— Les régimes militaro-bureaucratiques arabes, celui de Nasser en tête, ne sont ni capables, ni désireux de mener une lutte efficace contre l'Etat sioniste.

— Ce dernier est de plus dominé par la clique militaire la plus brutale et la plus aventuriste.

— L'impérialisme yankee et le social-impérialisme russe, tout deux d'accord quant au fond, pour liquider le peuple palestinien en tant que tel, n'ont pas renoncé à imposer aux peuples arabes, avec l'aide de Tito et de Nasser, la criminelle résolution de l'ONU du 22 novembre 67.

Mais les peuples arabes, et en premier lieu le peuple palestinien, mettent en échec les rêves de conquête des soudards sionistes, les manœuvres des impérialistes yankees et la trahison du social-impérialisme russe.

La lutte armée du peuple palestinien et la détermination des autres peuples arabes de refuser toute capitulation, sont les éléments clés de la situation.

Ainsi que l'a souligné Yasser ARAFAT, lors de son récent voyage à Pékin, le peuple palestinien a pris les armes, il ne les lâchera que lorsqu'il aura recouvré le pays dont les colonialistes sionistes l'ont chassé.

Et ce faisant, il contribue déjà, de façon décisive, à la montée révolutionnaire dans le monde arabe tout entier.

Le jour approche où les sionistes devront répondre pour chaque écolier, chaque bédoin, chaque fellah assassiné.

Et les manœuvres à la Nasser-Tito-Goldmann ne retarderont guère l'échéance.

Hugues DEGENOST.



Le fascisme sioniste à l'œuvre.

vail. Encore une bonne affaire qui passe sous le nez de l'industrie française !

Le criminel de guerre, Moshe Dayan a, paraît-il, assuré, si des écoliers Égyptiens avaient été tués, c'est que leur école se trouvait au milieu d'installations militaires, et que les aviateurs sionistes n'étaient pas responsables.

Cette chanson est familière à ceux d'entre nous qui ont connu l'ère nazie.

Combien de fois, Radio-Paris allemand n'a-t-il pas accusé les soviétiques et les anglais d'installer leur D.C.A. dans des cours d'école et de peindre des croix-rouges sur leurs usines de guerre !

Les « aigles » nazis étaient, eux aussi, sans peur et sans reproche...

Un fait est significatif. Ce nouveau crime sioniste a été perpétré au lendemain du lancement par Nasser et Tito du « ballon d'essai » Goldmann. Si l'on en croit ce dernier — qui est rapelons-le, président du Congrès Juif Mondial — l'affaire remonte à une rencontre entre lui et

ÉLÉVATION SENSIBLE DE LA CRIMINALITÉ EN TCHÉCOSLOVAQUIE

La criminalité s'élève continuellement en Tchécoslovaquie, et il ne pouvait en être autrement dans ce pays occupé, où la clique révisionniste collaborationniste de Husak se consacre, sur l'ordre de ses patrons, les révisionnistes soviétiques à la persécution des tchécoslovaques honnêtes et patriotes qui n'acceptent pas de vivre sous la botte des sociaux-impérialistes soviétiques. Sous un régime pareil, le crime, la violence, la dégénérescence, la contrebande, la spéculation et la détérioration sans scrupule du patrimoine du peuple trouve un terrain fertile.

L'agence de presse C.T.K. a été obligée d'admettre, ces jours derniers, que l'an dernier, rien que sur les terres tchèques, ont été commis 19 736 crimes de plus qu'en 1968. La plupart des crimes sont des coups et blessures. Les vols sont également très nombreux. Rien qu'en Bohême et Moravie, fait ressortir l'agence, la valeur des objets volés en 1969 s'élève à 82 445 100 couronnes. Très fréquents sont les vols d'objets de valeur historique et artistique qui passent ensuite en contrebande à l'Occident. Rien qu'un seul contrebandier vole pour 4 millions de couronnes. Les vols d'autos se sont aussi élevés à des rythmes non inférieurs. Comme l'annonce C.T.K., l'an dernier, on a volé 9 507 voitures.

65 pour cent des crimes sont commis par des jeunes ayant moins de 25 ans, voire moins de 18 ans.

D'après l'Agence Télégraphique Albanaise, 50, boulevard Staline - Tirana - Albanie.